

HABIB ESSID REFUSE DE DÉMISSIONNER

La tension monte d'un cran à Tunis

*Refusant de présenter sa démission, le chef du gouvernementtunisien Habib Essid insiste pour passer devant le Parlement.*

De Tunis,  
Kattou Mohamed

Etant dans l'impossibilité de le démettre de ses fonctions, le président de la République, auteur de l'ini-

tiative d'un «gouvernement d'union nationale» avait multiplié les réunions avec la majorité des composantes politiques tunisiennes pour préciser les contours de l'action du futur gouvern-

ement. Le rapport y afférent a été signé mercredi dernier, sans que l'on parvienne à convaincre Habib Essid de présenter sa démission dans le but de gagner du temps. J'y suis, j'y reste, semble dire le chef du gouver-

nement à tous ceux qui l'ont appelé à mettre fin à ses fonctions de lui-même, sans attendre le verdict du Parlement. Même Rached Ghannouchi, le chef du parti «Ennahdha» n'y est pas parvenu.

Ce refus ne fait que compliquer davantage la situation politique dont souffre le pays qui, depuis plus d'un an, fait du «sur place». Selon l'article 98 de la Constitution tunisienne, seul le Parlement est capable de désa-

vouer le chef du gouvernement et le contraindre à la démission. On s'attend, dans les jours qui viennent, à ce que Habib Essid passe devant les députés pour défendre son gouvernement, quémendant, ainsi, un nouveauvote de confiance. En cas d'échec, il est considéré comme, automatiquement démissionnaire, ouvrant la voie à la désignation, par le président de la République, d'un nouveau chef de gouvernement.

Entretemps, le pays croule sous divers problèmes le maintenant dans une léthargie quasi totale. Depuis le 2 juin,l'action du gouvernement est au point mort. L'appel du président de la République à la constitution d'un gouvernement d'union nationale a muselé le gouvernement dont les ministres, s'estimant partants, n'ont plus la volonté d'agir pour sauver ce qui pourrait l'être. K. M.

YÉMEN

Le gouverneur d'Aden échappe à un attentat attribué à Al-Qaïda

*Le gouverneur d'Aden, la grande ville du sud du Yémen, a échappé hier à un nouvel attentat suicide à la voiture piégée, a annoncé un responsable de la sécurité, évoquant la responsabilité d'Al-Qaïda.*

Aidarouss al-Zoubaidi est sorti indemne de l'attaque menée contre son convoi dans le quartier d'Inmaa, dans l'ouest de la ville portuaire, mais trois de ses accompagnateurs ont été

blessés, a précisé la source. Aden, déclarée «capitale provisoire» du Yémen par le gouvernement reconnu par la communauté internationale, a été le théâtre d'une série d'attaques visant des responsables et des forces de sécurité. En décembre, le prédécesseur de M. Zubaidi, Jaâfar Saad, a été tué dans un attentat à la voiture piégée revendiqué par le groupe terroriste Daech. En février, M. Zubaidi avait déjà été la cible d'une attaque lorsque des hommes soupçonnés d'appartenir à Al-Qaïda avaient

ouvert le feu sur un convoi le transportant aux côtés du chef de la police locale, le général Challal Chayeh.

Les deux responsables n'avaient pas été blessés. Un mois plus tôt, ils avaient tous deux échappé à une attaque contre leur convoi dans les rues d'Aden qui avait fait deux morts parmi leurs gardes.

Le Yémen est en proie depuis mars 2015 à un conflit opposant d'un côté les forces gouvernementales soutenues par une coalition menée

par l'Arabie Saoudite et, de l'autre, les rebelles Houthis. Cette guerre a fait plus de 6.400 morts.

Les terroristes d'Al-Qaïda et de Daesh ont profité du conflit pour étendre leur influence dans le sud et le sud-est du pays.

Les forces gouvernementales ont lancé récemment une opération d'envergure contre Al-Qaïda dans le sud et réussi à reprendre plusieurs secteurs contrôlés par le groupe terroriste, dont Moukalla, chef-lieu de la vaste province du Hadramout.

LIBYE

Sept militaires loyalistes tués à Syrte

*Sept membres des forces loyales au gouvernement d'union nationale (GNA) libyen ont été tués et 49 blessés hier dans des affrontements avec des terroristes de Daesh dans le bastion islamiste de Syrte, ont annoncé ces forces.*

«L'hôpital de campagne a annoncé avoir reçu sept martyrs et admis 49 blessés des affrontements en cours ce jour entre nos forces et la bande de Daesh», ont indiqué les forces du GNA

dans un communiqué. Les combats ont éclaté «après la progression de nos forces vers le centre de conférence Ouagadougou», QG des terroristes à Syrte, ville côtière à 450 km à l'est de Tripoli, a ajouté le communiqué, faisant état d'affrontements aux portes du quartier général de Daesh.

Les forces du GNA, soutenues par les Nations Unies, ont lancé le 12 mai une offensive pour reprendre la ville de Syrte, contrôlée par Daesh depuis plus d'un an. Elles sont entrées le 9

juin dans la cité où elles assiègent depuis les terroristes.

Les pro-GNA ont toutefois été ralentis par la forte résistance des islamistes qui mènent des contre-attaques, notamment des attentats suicide à la voiture piégée.

Depuis le début des opérations, environ 250 membres des forces gouvernementales ont été tués et plus de 1 400 blessés, selon des sources médicales à Misrata (200 km à l'est de Tripoli), siège du commandement de l'opération militaire.

SAHARA OCCIDENTAL OCCUPÉ

L'ONU confirme le retour du premier groupe du personnel de la Minurso à El-Ayoun

*Les Nations Unies ont confirmé le retour à El-Ayoun occupée du premier groupe du personnel civil de la Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) expulsé par le Maroc, en indiquant que les activités de la mission onusienne seront rétablies graduellement.*

Stéphane Dujarric, le porte parole de Ban Ki-moon a précisé au cours de son point de presse quotidien que l'ONU et le Maroc ont convenu suite à leurs discussions de rétablir les activités de la Minurso «via un processus graduel». Un premier groupe composé de 25 membres des effectifs civils de la mission ont atterri mercredi soir à El-Ayoun,

selon Dujarric. Ce groupe sera suivi par d'autres effectifs qui devraient rejoindre les territoires sahraouis occupés dans les prochains jours. Dujarric a ajouté que le secrétariat général de l'ONU était en train de préparer son rapport pour informer le Conseil de sécurité sur le rétablissement de cette mission. Le Maroc a accepté de se soumettre à la décision du Conseil de sécurité de rétablir la mission de l'ONU dans la plénitude de son mandat dans un délai de trois mois qui devrait s'achever fin juillet, alors qu'il avait affirmé par le passé que sa décision était «irrévocable». Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon devrait présenter dès l'expiration de ce délai un rapport détaillé au Conseil de sécurité pour l'informer de la mise en œuvre de ces directives par le Maroc, selon la résolution

DÉFENSE

La Russie va déployer des systèmes antimissiles dernier cri S-400 en Crimée

*L'armée russe a annoncé hier qu'elle entendait déployer des systèmes de défense antiaérienne et antimissile dernier cri S-400 en Crimée, péninsule annexée en mars 2014.*

Ces systèmes seront installés de manière permanente dès août à Théodosie, dans l'est de la péninsule, a déclaré à l'agence de presse RIA Novosti un responsable de l'armée russe, Evgueni Oleïnikov. Annexée en mars 2014 par la Russie après une intervention militaire suivie d'un référendum de rattachement dénoncé

comme illégal par Kiev et les Occidentaux, la Crimée abrite plusieurs bases militaires et navales russes, dont celle de la Flotte russe de la mer Noire à Sébastopol. Moscou a depuis renforcé sa présence militaire en Crimée, y déployant des avions de chasse et entendant y rouvrir une station d'alerte antimissile. Les autorités russes veulent également consacrer plus de 1,75 milliard d'euros d'ici 2020 au développement de la flotte en mer Noire. Cette annexion a provoqué les plus fortes tensions entre les Occidentaux et la Russie depuis la fin de la

Guerre froide et a été suivie par une vague de sanctions européennes et américaines contre Moscou. Le S-400 est un système de défense antiaérienne et antimissile ultramoderne, d'une portée théorique de 400 kilomètres. Outre ceux installés sur son territoire, la Russie a notamment déployé des S-400 sur sa base aérienne de Hmeimim en Syrie. Des S-400 devraient également être déployés sur les principales bases navales de la marine russe dans l'Extrême-Orient à Vladivostok et à Vilioutchinsk, dans la région du Kamtchatka.

NUCLÉAIRE

Téhéran appelle Washington à respecter ses engagements

Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a appelé les Etats-Unis à privilégier la diplomatie aux intimidations et à respecter ses engagements, un an après la signature d'un accord historique sur le nucléaire iranien. L'accord signé entre Téhéran et le «groupe 5+1» le 14 juillet 2015 «a constitué une victoire de la diplomatie sur la coercition», a déclaré jeudi soir sur Twitter le chef de la diplomatie iranienne.

«Un rappel : les vieilles méthodes produisent les mêmes vieux échecs», a souligné M. Zarif. «Les progrès resteront difficiles à obtenir tant que la vantardise aveugle, la terne mise en oeuvre des engagements et les slogans seront privilégiés», a-t-il ajouté.

«Le respect mutuel et le respect des obligations du JCPOA (acronyme en anglais de l'accord, ndlr) pour assurer les dividendes promis ouvriront de nouveaux horizons», a-t-il poursuivi.

L'accord, entré en vigueur en janvier, a permis la levée d'une partie des sanctions internationales contre Téhéran en échange d'une limitation de son programme nucléaire à un usage civil. Mais l'Iran déplore que le maintien d'autres sanctions freine son retour dans le système financier international.

Le texte a été critiqué par les ultraconservateurs, à la fois en Iran et aux Etats-Unis.

Le secrétaire américain au Trésor Jacob Lew a nié jeudi toute mauvaise volonté américaine, assurant que les Etats-Unis «respectaient» leurs engagements. Il a toutefois rappelé que les sanctions américaines liées au programme de missiles balistiques de Téhéran et au soutien iranien à des activités «terroristes» restaient en place.